

Art. 4. Notre Premier Ministre, Notre Ministre des Finances, Notre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture et Notre Secrétaire d'Etat aux Réformes institutionnelles, chargé de la Restructuration du Ministère des Travaux publics sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 7 juin 1991.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Premier Ministre,
W. MARTENS

Le Ministre chargé de la Restructuration
du « Ministère van Onderwijs »,
W. CLAES

Le Ministre des Finances,
Ph. MAYSTADT

Le Secrétaire d'Etat aux Réformes institutionnelles,
chargé de la Restructuration
du Ministère des Travaux publics,
J. DUPRE

Art. 4. Onze Eerste Minister, Onze Minister van Financiën, Onze Staatssecretaris voor Landbouw en Onze Staatssecretaris voor Institutionele Hervormingen, belast met de Herstructurering van het Ministerie van Openbare Werken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 7 juni 1991.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Eerste Minister,
W. MARTENS

De Minister belast met de Herstructurering
van het Ministerie van Onderwijs,
W. CLAES

De Minister van Financiën,
Ph. MAYSTADT

De Staatssecretaris voor Institutionele Hervormingen,
belast met de Herstructurering
van het Ministerie van Openbare Werken,
J. DUPRE

**SERVICES DU PREMIER MINISTRE
ET MINISTÈRE DES AFFAIRES ECONOMIQUES**

F. 91 — 2669

23 JUILLET 1991. — Arrêté royal déterminant les modalités de transfert de membres du personnel du Bureau du Plan aux Régions

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi relative à la suppression ou à la restructuration d'organismes d'intérêt public et d'autres services de l'Etat, coordonnée le 13 mars 1991, notamment l'article 29;

Vu le protocole n° 111 du 18 mars 1991 du Comité des services publics nationaux, communautaires et régionaux;

Vu l'accord de Notre Ministre de la Fonction publique donné le 28 février 1991;

Vu l'avis de l'Exécutif flamand donné le 26 juin 1991;

Vu l'avis de l'Exécutif régional wallon, donné le 10 avril 1991;

Vu l'avis de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale, donné le 3 mai 1991;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, de Notre Ministre des Affaires économiques et du Plan et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE Ier

Règles relatives au transfert de membres du Bureau du Plan

Article 1er. Les membres du Bureau du Plan nommés auprès des sections respectives de la direction régionale du Bureau du Plan sont transférés d'office à la Région wallonne, à la Région flamande ou à la Région de Bruxelles-Capitale.

**CHAPITRE II. — Règles relatives
au transfert de membres du personnel administratif
du Bureau du Plan**

Art. 2. Pour l'application du présent chapitre, il faut entendre par :

1° membres du personnel administratif : les agents nommés à titre définitif, les stagiaires, les agents nommés à titre temporaire et les agents engagés par contrat de travail;

**DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER
EN MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN**

N. 91 — 2669

23 JULI 1991. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de wijze waarop personeelsleden van het Planbureau overgaan naar de Gewesten

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet betreffende de afschaffing of de herstructurering van instellingen van openbaar nut en andere overheidsdiensten, gecoördineerd op 13 maart 1991, inzonderheid op het artikel 29;

Gelet op het protocol nr. 111 van 18 maart 1991 van het Comité voor de nationale gemeenschaps- en gewestelijke overheidsdiensten;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Openbaar Ambt gegeven op 28 februari 1991;

Gelet op het advies van de Vlaamse Executieve gegeven op 26 juni 1991;

Gelet op het advies van de Waalse Gewestexecutieve gegeven op 10 april 1991;

Gelet op het advies van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve gegeven op 3 mei 1991;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Eerste Minister, van Onze Minister van Economische Zaken en het Plan en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**HOOFDSTUK I. — Regels betreffende
de overdracht van leden van het Planbureau**

Artikel 1. De leden van het Planbureau benoemd bij de respectieve afdelingen van de regionale directie van het Planbureau worden van ambtswege overgedragen aan het Vlaamse Gewest, aan het Waalse Gewest of aan het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest.

**HOOFDSTUK II. — Regels betreffende
de overdracht van administratieve personeelsleden
van het Planbureau**

Art. 2. Voor de toepassing van dit hoofdstuk moet worden verstaan onder :

1° administratieve personeelsleden : de vastbenoemde ambtenaren, de stagiairs, de tijdelijke personeelsleden en de bij arbeidsovereenkomst in dienst genomen personeelsleden;

2° le ministre : le ministre qui a le Bureau du Plan dans ses attributions.

Pour l'application du présent chapitre :

1° les stagiaires sont réputés titulaires, en leur qualité de stagiaire, du grade pour lequel ils ont été admis au stage;

2° le membre du personnel engagé par contrat de travail est censé être titulaire du grade correspondant à l'emploi pour lequel il a été engagé ou, si le contrat omet de faire mention de cet emploi, du grade auquel est liée l'échelle de traitement dans laquelle sa rémunération est fixée.

Art. 3. Par un ordre de service distinct, les membres du personnel administratif sont invités à faire savoir, par écrit, dans les trente jours, s'ils souhaitent être transférés à la Région wallonne ou à la Région flamande sur un des emplois énumérés dans l'ordre de service.

Ils adressent directement leur demande au fonctionnaire-dirigeant du Bureau du Plan qui en accuse réception; ils font parvenir une copie de leur demande à leur supérieur hiérarchique.

Le fonctionnaire-dirigeant transmet la demande au ministre qui fait parvenir celle-ci au Premier Ministre.

Les demandeurs qui possèdent la qualification requise sont classés par grade et par rôle linguistique dans l'ordre suivant et sont transférés dans cet ordre :

- 1° les agents nommés à titre définitif;
- 2° les stagiaires;
- 3° les agents nommés à titre temporaire;
- 4° les membres du personnel engagés par contrat de travail.

Dans chacun des groupes énumérés à l'alinéa 4, les membres du personnel sont classés comme suit :

- 1° le membre du personnel le plus ancien en grade;
- 2° à égalité d'ancienneté de grade, le membre du personnel dont l'ancienneté de service est la plus grande;
- 3° à égalité d'ancienneté de service, le membre du personnel le plus âgé.

Le critère de l'ancienneté de grade n'est pas appliqué à l'agent qui n'a pas la qualité d'agent nommé à titre définitif.

L'ancienneté de service du membre du personnel administratif qui n'a pas la qualité d'agent nommé à titre définitif comporte le temps pendant lequel il a, à quelque titre que ce soit et sans interruption volontaire, fait partie du Bureau du Plan comme titulaire d'une fonction comportant des prestations complètes.

Si, après qu'il a été satisfait aux demandes, il reste des emplois à pourvoir, le nombre nécessaire de membres du personnel administratif chargés des tâches correspondant à ces emplois, est transféré d'office dans l'ordre inverse de celui que déterminent les alinéas 4 à 7.

Art. 4. Lorsque l'autorité compétente décide d'affecter en dehors de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale des membres du personnel administratif qui sont actuellement affectés dans cet arrondissement, elle publie sa décision au *Moniteur belge*.

Ces membres du personnel administratif qui n'ont pas encore obtenu à la Région une promotion autre qu'en carrière plane ou un changement de grade, peuvent demander par écrit à être affectés à nouveau au Bureau du Plan.

Ils adressent cette demande, par lettre recommandée à la poste, dans les trente jours de la date que le Roi fixe pour chaque Région par un arrêté délibéré en Conseil des Ministres, après avis de l'Exécutif concerné, à leur chef hiérarchique le plus élevé qui la transmet au Premier Ministre. Une copie est envoyée par la voie hiérarchique au même chef.

Ces demandes restent valables tant qu'elles ne sont pas satisfaites, tant qu'elles ne sont pas retirées ou tant que les intéressés n'ont pas obtenu une promotion autre qu'en carrière plane ou un changement de grade à la Région.

§ 2. Les membres du personnel administratif du Bureau du Plan qui désirent être affectés à l'autorité visée au § 1er, peuvent introduire à cet effet une demande écrite dans le délai et selon les modalités fixés au § 1er, alinéa trois.

§ 3. L'autorité compétente peut décider, dans l'intérêt du service, qu'il n'est pas donné suite à une demande introduite sur base du § 1er ou du § 2 par un membre du personnel porteur d'un grade du niveau 1 ou d'un grade d'un autre niveau pour lequel une qualification spéciale ou un diplôme spécial est requis.

2° de minister : de minister tot wiens bevoegdheid het Planbureau behoort.

Voor de toepassing van dit hoofdstuk :

1° worden de stagiairs in hun hoedanigheid van stagiair, geacht de graad te bezitten waarvoor zij tot de stage werden toegelaten;

2° wordt het personeelslid dat bij arbeidsovereenkomst in dienst is genomen geacht de graad te bekleden die overeenstemt met de betrekking waarvoor het personeelslid is aangeworven of, indien die betrekking niet wordt vermeld in de overeenkomst, de graad waaraan de weddeschaal verbonden is waarin zijn bezoldiging wordt vastgesteld.

Art. 3. De administratieve personeelsleden worden bij afzonderlijk dienstorder verzocht binnen dertig dagen schriftelijk mede te delen of zij wensen te worden overgedragen aan het Vlaamse Gewest of aan het Waalse Gewest en er te worden aangesteld in één van de betrekkingen welke in de dienstorder zijn opgegeven.

Zij richten hun aanvraag rechtstreeks tot de leidend ambtenaar van het Planbureau die de ontvangst ervan bericht; zij doen een afschrift van hun aanvraag toekomen aan hun hiërarchische meerdere.

De leidend ambtenaar zendt de aanvraag naar de minister die ze aan de Eerste Minister doet toekomen.

De aanvragers die de vereiste kwalificatie bezitten worden per graad en per taalrol gerangschikt in de onderstaande volgorde en in die orde overgedragen :

- 1° de vastbenoemde ambtenaren;
- 2° de stagiairs;
- 3° de tijdelijke personeelsleden;
- 4° de bij arbeidsovereenkomst in dienst genomen personeelsleden.

In elk van de in het vierde lid genoemde groepen worden de personeelsleden gerangschikt als volgt :

- 1° het personeelslid met de grootste graadanciënniteit;
- 2° bij gelijke graadanciënniteit, het personeelslid met de grootste dienstanciënniteit;
- 3° bij gelijke dienstanciënniteit het oudste personeelslid.

Het criterium van de graadanciënniteit wordt niet toegepast op het personeelslid dat niet de hoedanigheid van vastbenoemde ambtenaar heeft.

De dienstanciënniteit van het administratief personeelslid dat niet de hoedanigheid van vastbenoemde ambtenaar heeft omvat de tijd gedurende welke hij in enige hoedanigheid en zonder vrijwillige onderbreking deel heeft uitgemaakt van het Planbureau als titularis van een ambt met volledige prestaties.

Indien er nadat aan de aanvragen is voldaan, nog betrekkingen te verlenen blijven, wordt het nodige aantal administratieve personeelsleden dat belast is met de aangelegenheden welke met die betrekkingen overeenstemmen, van ambtswege overgedragen in de omgekeerde volgorde van die welke bepaald is in het vierde tot het zevende lid.

Art. 4. Wanneer de bevoegde overheid besluit leden van het administratief personeel, die thans zijn aangesteld in het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad, buiten dat arrondissement aan te stellen, maakt zij haar beslissing bekend in het *Belgisch Staatsblad*.

Deze administratieve personeelsleden die bij het Gewest nog geen bevordering andere dan in een vlakke loopbaan of verandering van graad bekomen hebben, kunnen schriftelijk aanvragen opnieuw aangewezen te worden bij het Planbureau.

Zij richten die aanvraag bij aangetekende brief binnen dertig dagen na de datum die de Koning voor elk Gewest bij in Minister-raad overlegd besluit vaststelt, na advies van de betrokken Executieve, aan hun hoogste hiërarchische meerdere, die ze overzendt aan de Eerste Minister. Aan dezelfde meerdere wordt langs hiërarchische weg een afschrift toegezonden.

Deze aanvragen blijven geldig tot de verzoekers voldoening bekomen hebben, hun aanvraag herroepen hebben ofwel een bevordering andere dan in een vlakke loopbaan of een verandering van graad bij het Gewest hebben gekregen.

§ 2. De administratieve personeelsleden van het Planbureau die voor de in § 1 bedoelde overheid wensen aangewezen te worden, kunnen daartoe een schriftelijke aanvraag indienen binnen de termijn en op de wijze bepaald in § 1, derde lid.

§ 3. De bevoegde overheid kan in het belang van de dienst beslissen niet gunstig te beschikken op een aanvraag die op grond van § 1 of § 2 is ingediend door een niveau 1 bekleed of een graad van een ander niveau waarvoor een bijzondere kwalificatie of een bijzonder diploma wordt gevergd.

Ces décisions sont prises pour une période de trois ans au plus à partir de la date visée au § 1er, alinéa trois.

Dans les trente jours de la notification des ces décisions, les agents porteurs d'un grade classé au rang 10 ou dans les niveaux 2, 3 ou 4 peuvent exercer contre elles un recours devant la commission créée en exécution de l'article 5, § 3, alinéa 3, de l'arrêté royal du 25 juillet 1989 déterminant les modalités de transfert du personnel des ministères aux Exécutifs des Communautés et des Régions et au Collège réuni de la Commission communautaire commune.

La décision de la Commission est sans appel.

§ 4. Il est donné suite aux demandes visées au § 1er par permutation avec les membres du personnel administratif du Bureau du Plan qui ont introduit une demande conformément au § 2.

Les permutations s'effectuent en suivant l'ordre, les conditions et la procédure fixés par l'arrêté royal du 25 juillet 1989.

§ 5. Pour autant que les listes d'attente ne comportent plus de candidat qui puisse faire l'objet d'une permutation au Bureau du Plan, les membres du personnel dont la demande est demeurée valable, sont mis à la disposition du service de réaffectation par notification du Premier Ministre. Le Ministre de la Fonction publique décide de la réaffectation des intéressés en fonction des emplois vacants.

Conformément aux dispositions relatives à la mobilité d'office établies par l'arrêté royal du 22 octobre 1982 portant les mesures d'exécution relatives à la mobilité du personnel de certains services publics, le service de réaffectation met les membres du personnel à la disposition des administrations et autres services des ministères ainsi que des organismes d'intérêt public nationaux qui :

1° sont soumis à l'arrêté royal du 22 octobre 1982;

2° sont situés dans l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale;

3° ne figurent pas parmi les organismes visés par la loi relative à la suppression ou à la restructuration d'organismes d'intérêt public et d'autres services de l'Etat, coordonnée le 13 mars 1991.

Dans l'attente d'une réaffectation par le Ministre de la Fonction publique, les agents visés à l'alinéa premier restent affectés à l'emploi qui leur a été désigné à la Région. Cette dernière continue à supporter les dépenses afférentes à ce personnel jusqu'au moment où les agents viennent en ordre utile pour une réaffectation.

Les agents visés à l'alinéa premier occupent leur nouvel emploi soixante jours après la décision de réaffectation.

§ 6. Les dispositions de l'article 5, § 2 et § 3, sont applicables aux agents définitifs qui ont fait l'objet d'une permutation en vertu du § 4.

Art. 5. § 1er. Lorsqu'un agent est chargé de l'exercice d'une fonction supérieure au Bureau du Plan, il est uniquement tenu compte pour son transfert de son grade statutaire. Si à la Région, il est à nouveau chargé, dès la date de son transfert et sans interruption de l'exercice de la même fonction supérieure que celle qu'il a exercée au Bureau du Plan, il est censé poursuivre l'exercice de la fonction antérieure pour l'application de l'arrêté royal du 8 août 1983 relatif à l'exercice d'une fonction supérieure dans les administrations de l'Etat.

§ 2. Les agents soumis à l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat conservent après leur transfert le dernier signalement qui leur a été attribué.

Ce signalement demeure valable jusqu'à l'attribution d'un nouveau signalement.

Si, à la date de son transfert, un agent a introduit une demande de révision de son signalement, la procédure est poursuivie dans son nouveau service.

L'article 18, alinéa 2, de l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat n'est pas applicable aux cas visés par le présent paragraphe.

Les dispositions des alinéas premier, trois et quatre, sont également applicables aux agents du niveau 4 qui font l'objet d'une mention défavorable.

§ 3. Les agents nommés à titre définitif conservent après leur transfert les titres à la promotion qu'ils ont acquis par la réussite d'une concours d'accession au niveau supérieur ou d'un examen d'avancement de grade organisé au Bureau du Plan.

Pour leur classement, ces lauréats sont censés avoir présenté le concours ou l'examen dans leur nouveau service.

Deze beslissingen blijven geldig gedurende een termijn van ten hoogste drie jaar vanaf de in § 1, derde lid, bedoelde datum.

Binnen dertig dagen na de kennisgeving van deze beslissingen kunnen personeelsleden met een graad van rang 10 of van het niveau 2, 3 of 4 daartegen beroep instellen bij de commissie opgericht ter uitvoering van artikel 5, § 3, derde lid, van het koninklijk besluit van 25 juli 1989 tot vaststelling van de wijze waarop de personeelsleden van de ministeries overgaan naar de Gemeenschaps- en Gewestexecutieven en, naar het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie.

De beslissing van de commissie is niet voor beroep vatbaar.

§ 4. Aan de in § 1 bedoelde aanvragen wordt gevolg gegeven door omwisseling met de administratieve personeelsleden van het Planbureau die overeenkomstig § 2 een aanvraag hebben ingediend.

De omwisselingen geschieden in de volgorde, en volgens de voorwaarden en de procedure die bepaald zijn bij het koninklijk besluit van 25 juli 1989.

§ 5. Voor zover bij het Planbureau op de wachtlijsten geen gegadigde meer voorkomt die in aanmerking kan komen voor een omwisseling, worden de personeelsleden wier aanvraag geldig is gebleven, bij kennisgeving van de Eerste Minister ter beschikking gesteld van de reëctatiedienst. De Minister van Openbaar Ambt beslist over de wederaanstelling van de betrokkenen naargelang er vacante betrekkingen zijn.

Volgens de bepalingen betreffende de mobiliteit van ambtswege van het koninklijk besluit van 22 oktober 1982 houdende de uitvoeringsmaatregelen betreffende de mobiliteit van het personeel van sommige overheidsdiensten, stelt de reëctatiedienst de personeelsleden ter beschikking van de besturen en andere diensten van de ministeries en van de nationale instellingen van openbaar nut die :

1° onderworpen zijn aan het koninklijk besluit van 22 oktober 1982;

2° in het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad gevestigd zijn;

3° niet behoren tot de instellingen bedoeld bij de wet betreffende de afschaffing of de herstructurering van instellingen van openbaar nut en andere overheidsdiensten, gecoördineerd op 13 maart 1991.

In afwachting van wederaanstelling door de Minister van Openbaar Ambt blijven de in het eerste lid bedoelde personeelsleden in de betrekking die hun in het Gewest is aangewezen. Dat Gewest blijft de uitgaven voor die personeelsleden op zich nemen totdat dezen in aanmerking komen voor wederaanstelling.

De in het eerste lid bedoelde personeelsleden bekleden hun nieuwe betrekking zestig dagen na beslissing tot wederaanstelling.

§ 6. De bepalingen van artikel 5, § 2 en § 3, zijn van toepassing op de in vast verband benoemde personeelsleden die een omwisseling hebben genoten krachtens § 4.

Art. 5. § 1er. Voor de ambtenaren die bij het Planbureau belast zijn met de uitoefening van een hogere functie, wordt voor hun overdracht alleen rekening gehouden met hun statutaire graad. Indien zij bij het Gewest vanaf de datum van de overdracht zonder onderbreking opnieuw worden belast met de uitoefening van dezelfde hogere functie als die welke zij bij het Planbureau uitoefenden, worden zij voor de toepassing van het koninklijk besluit van 8 augustus 1983 betreffende de uitoefening van een hoger ambt in de Rijksbesturen geacht de hogere functie verder te blijven uitoefenen.

§ 2. De ambtenaren die onderworpen zijn aan de bepalingen van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de beoordeling en de loopbaan van het Rijkspersoneel, behouden na hun overdracht de laatste beoordeling welke hun toegekend is.

Die beoordeling blijft geldig tot de toekenning van een nieuwe beoordeling.

Indien een ambtenaar op de datum van zijn overdracht een beroep tegen zijn beoordeling heeft ingesteld, dan wordt dit beroep in zijn nieuwe dienst afgehandeld.

Artikel 18, tweede lid, van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de beoordeling en de loopbaan van het Rijkspersoneel, is niet van toepassing op de in deze paragraaf bedoelde gevallen.

De bepalingen van het eerste, derde en vierde lid gelden ook voor de ambtenaren van niveau 4 die een ongunstige vermelding gekregen hebben.

§ 3. De vastbenoemde ambtenaren die bij het Planbureau geslaagd zijn voor een vergelijkend examen voor overgang naar het hogere niveau of voor een examen voor verhoging in graad behouden na hun overdracht de aanspraken op bevordering die zij door het slagen voor één van die examens hebben verworven.

Voor hun rangschikking worden de geslaagden geacht het vergelijkend examen of het examen te hebben afgelegd in hun nieuwe dienst.

Si les procès-verbaux des concours ont été clos à la même date, les lauréats sont classés entre eux comme s'ils avaient participé au même concours.

Si les procès-verbaux des concours ont été clos à des dates différentes, priorité est donnée aux lauréats du concours dont le procès-verbal a été clos à la date la plus ancienne.

CHAPITRE III. — Dispositions communes aux transferts de membres du Bureau du Plan et de membres du personnel administratif

Art. 6. Les membres du Bureau du Plan et les membres du personnel administratif sont transférés par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres, pris sur proposition conjointe du Premier Ministre et du Ministre de tutelle, après avis de l'Exécutif concerné.

Art. 7. Les transferts visés aux articles 1er et 3 ne constituent pas des nouvelles nominations.

Les membres du personnel transférés conservent leur qualité, leur grade, leur ancienneté administrative et pécuniaire. Ils conservent également les allocations, les indemnités ou les primes et les autres avantages dont ils bénéficiaient au Bureau du Plan conformément à la réglementation qui les leur octroyait.

Ils conservent les avantages du service social jusqu'à la date où ils peuvent bénéficier, à la Région, des avantages d'un service social.

Ils ne conservent les avantages liés à une fonction que pour autant que les conditions de leur octroi subsistent à la Région.

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 9. Notre Premier Ministre et Notre Ministre des Affaires économiques et du Plan sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril, le 23 juillet 1991.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Premier Ministre,
W. MARTENS

Le Ministre des Affaires économiques et du Plan,
W. CLAES

Indien het over vergelijkende examens gaat waarvan het proces-verbaal op dezelfde datum is afgesloten, worden de geslaagden onderling gerangschikt alsof het om eenzelfde examen ging.

Indien het over vergelijkende examens gaat waarvan het proces-verbaal op verschillende data is afgesloten, wordt voorrang verleend aan de geslaagden voor het examen waarvan het proces-verbaal op de verst afgelegen datum is afgesloten.

HOOFDSTUK III. — Algemeen geldende bepalingen voor de overdracht van de leden van het Planbureau en de leden van het administratief personeel

Art. 6. De leden van het Planbureau en de administratieve personeelsleden worden overgedragen bij in Ministerraad overlegd koninklijk besluit genomen op de gezamenlijke voordracht van de Eerste Minister en de toezichhoudende Minister, na advies van de betrokken Executieve.

Art. 7. De in artikelen 1 en 3 bedoelde overdrachten worden niet beschouwd als een nieuwe benoeming.

De overgedragen personeelsleden behouden hun hoedanigheid, hun graad, hun administratieve en geldelijke anciënniteit. Zij behouden ook de toelagen, de vergoedingen of premies en andere voordelen waarvan zij bij het Planbureau het genot hadden, overeenkomstig de reglementering krachtens welke deze verleend werden.

De voordelen van de sociale dienst behouden zij tot op de datum waarop zij bij het Gewest de voordelen van een sociale dienst kunnen genieten.

Zij behouden de voordelen verbonden aan een functie slechts in zoverre de voorwaarden voor de toekenning ervan blijven bestaan in het Gewest.

Art. 8. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 9. Onze Eerste Minister en Onze Minister van Economische Zaken en het Plan zijn belast, ieder wat hem betreft, met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril, 23 juli 1991.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Eerste Minister,
W. MARTENS

De Minister van Economische Zaken en het Plan,
W. CLAES

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

F. 91 — 2670

26 JUILLET 1991. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 17 novembre 1981 pris en exécution de l'article 10 de l'arrêté royal du 12 août 1981 déterminant les garanties de sécurité que doivent présenter le matériel électrique, utilisable en atmosphère explosible, ainsi que les prises de courant à usage domestique et les dispositifs d'alimentation de clôtures électriques

Le Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires économiques et du Plan,

Le Secrétaire d'Etat à l'Energie,

Vu la loi du 11 juillet 1961 relative aux garanties de sécurité, indispensables que doivent présenter les machines, les parties de machines, le matériel, les outils, les appareils et les récipients, modifiée par les lois des 3 décembre 1969 et 22 décembre 1989;

Vu l'arrêté royal du 12 août 1981 déterminant les garanties de sécurité que doivent présenter le matériel électrique, utilisable en atmosphère explosible, ainsi que les prises de courant à usage domestique et les dispositifs d'alimentation de clôtures électriques, notamment l'article 10;

Vu l'arrêté ministériel du 17 novembre 1981 pris en exécution de l'article 10 de l'arrêté royal du 12 août 1981 déterminant les garanties de sécurité que doivent présenter le matériel électrique utili-

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

N. 91 — 2670

26 JULI 1991. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 17 november 1981 genomen in uitvoering van artikel 10 van het koninklijk besluit van 12 augustus 1981 tot vaststelling van de veiligheidswaarborgen die het elektrisch materieel, bestemd voor gebruik in « explosieve omgeving », evenals de stopcontacten voor huishoudelijk gebruik en de voedingsinrichtingen voor elektrische afsluitingen moeten bieden

De Vice-Eerste Minister, Minister van Economische Zaken en het Plan,

De Staatssecretaris voor Energie,

Gelet op de wet van 11 juli 1961 betreffende de onontbeerlijke veiligheidswaarborgen welke de machines, de onderdelen van machines, het materieel, de werktuigen, de toestellen en de recipiënten moeten bieden, gewijzigd bij de wetten van 3 december 1969 en 22 december 1989;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 augustus 1981 tot vaststelling van de veiligheidswaarborgen die het elektrisch materieel bestemd voor gebruik in « explosieve omgeving » evenals de stopcontacten voor huishoudelijk gebruik en de voedingsinrichtingen voor elektrische afsluitingen moeten bieden, inzonderheid op artikel 10;

Gelet op het ministerieel besluit van 17 november 1981 genomen in uitvoering van artikel 10 van het koninklijk besluit van 12 augustus 1981 tot vaststelling van de veiligheidswaarborgen die het elek-